

Paris, le 12 janvier 2017

Delphine Bonjour  
Relations institutionnelles  
Secours catholique  
106 rue du Bac  
75341 Paris Cedex 7

Madame,

Vous avez interrogé Jean-Luc Mélenchon sur la place qu'il entendait donner au partage juste des richesses, pour mettre fin à la pauvreté et aux inégalités ; à la promotion de la justice climatique et de la souveraineté alimentaire ; au respect des droits humains en France comme dans les pays du Sud.

Nous vous en remercions.

Le programme de la France insoumise, *l'Avenir en commun*, accorde à ces questions une attention particulière. S'agissant plus spécifiquement de notre position concernant les trois domaines que vous évoquez dans votre adresse aux candidats à l'élection présidentielle, nos propositions s'articulent autour de trois axes forts :

- Protéger et partager
- Mettre en place une planification écologique
- Défendre le progrès humain d'abord

Concernant le **juste partage des richesses** et la fin de la pauvreté et des inégalités, nous souhaitons « définanciariser » l'économie réelle, lutter contre l'évasion fiscale et mettre en place un système d'imposition réellement progressif.

Des actions précises devront être prises allant dans ce sens comme la séparation des banques d'affaires et de détail ; un contrôle sur les mouvements de capitaux ; l'instauration d'une taxe sur les transactions financières. Les recettes publiques dégagées, seront utilisées pour financer des programmes de logement, de santé et la mise en place de la sécurité sociale intégrale permettant à chacun de vivre dignement.

Elles le seront également pour :

- Tenir enfin l'objectif de consacrer 0,7% du revenu National brut au budget de l'aide publique au développement
- Relancer la politique de co-développement et de coopération (scientifique, universitaire, sanitaire, ...) avec les pays en développement notamment en matière de lutte contre le changement climatique.

La **planification écologique** constitue pour sa part en effet le socle de notre programme. Elle est l'urgence absolue et la solution à la crise du modèle productiviste et à tous les dégâts humains qu'il produit. L'écosocialisme est une géopolitique de la paix, nous proposons donc de créer une Organisation mondiale de l'environnement dans le cadre de l'ONU.

Ne pas prendre davantage à la planète en une année que ce qu'elle est en capacité de reconstituer (règle verte), réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre par la sortie des énergies fossiles d'ici 2050, réduire la part des protéines carnées comme nous le proposons, sont autant de mesures qui limiteront les risques de conflits pour les matières premières ou liés aux migrations climatiques dans le monde.

De même, concernant l'alimentation, nous prévoyons de réformer la FAO (Organisation de l'ONU pour l'agriculture et l'alimentation) pour favoriser la souveraineté alimentaire, la régulation des marchés mondiaux et la conversion écologique de l'agriculture. Nous nous opposons aux OGM, néfastes pour la santé et qui aggravent la dépendance des populations mondiales aux multinationales agroalimentaires, comme Monsanto

En France et en Europe, nous entendons développer l'agriculture et la consommation biologique en refondant la PAC, favoriser les circuits courts, soutenir la création de coopératives en lien avec les producteurs.

Enfin s'agissant du **respect des droits humains**, nous proposons de lutter contre les causes des migrations, dans le même temps que l'on organise l'accueil digne des populations qui arrivent, contraintes par la situation invivable dans leur pays. Ainsi nous proposons de :

- Gérer enfin les migrations à l'échelle internationale
  - o Créer une Organisation mondiale des migrations liée à l'ONU pour renforcer l'action internationale aujourd'hui réduite au « Haut commissariat aux réfugiés » de l'ONU et à l'Organisation internationale pour les migrations
  - o Organiser une conférence internationale annuelle sur les migrations, sous l'égide de l'ONU, combinant les réponses d'urgence, le soutien aux pays d'accueil, la préparation du retour des réfugiés, et l'anticipation des millions de réfugiés climatiques des décennies à venir
- Éviter aux migrants de devoir fuir leur pays
  - o Arrêter les guerres par une diplomatie active et indépendante au service de la paix
  - o Mettre fin aux accords commerciaux inégaux qui déstabilisent des pays entiers, détruisent les agricultures locales et empêchent le codéveloppement
  - o Agir contre le dérèglement climatique par des transferts de technologies et l'aide financière et matérielle à la transition dans les pays les plus vulnérables

- En Europe : sortir de l'impasse de Schengen et de Frontex
  - Renforcer les moyens civils de sauvetage en mer Méditerranée pour éviter les milliers de noyés
  - Refonder la politique européenne de contrôle des frontières extérieures et refuser la militarisation de la politique de contrôle des flux migratoires
  - Refuser l'accord « Visa+adhésion contre migrants » avec la Turquie
  - Construire un programme pour l'aide au retour des réfugiés qui le souhaitent lorsque la situation de leur pays de départ le permet
  
- Assumer notre devoir d'humanité envers les réfugiés arrivant en Europe
  - Respecter la dignité humaine des migrants, leur droit fondamental à une vie de famille et accompagner les mineurs isolés
  - En finir avec le placement en centre de rétention d'enfants, même accompagnés de leurs parents
  - Construire des camps d'accueil aux normes internationales sur le modèle de celui de Grande-Synthe, pour proposer aux migrants des conditions dignes et des centres d'accueil des demandeurs d'asile pour les héberger le temps de l'analyse de leur demande d'asile
  - Réaffirmer et faire vivre le droit d'asile sur le territoire de la République, accueillir les réfugiés qui en relèvent grâce à une administration adaptée à cette mission

Vous souhaitant bonne réception de ce courrier, nous vous invitons également à retrouver l'ensemble du programme de la France insoumise, *L'avenir en commun*, en librairie ou à l'adresse suivante : <https://avenirencommun.fr/>.

Charlotte Girard et Jacques Généreux

Co-responsables du programme de la France Insoumise